



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/25539
6 avril 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

NOTE DU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE

Après consultation des membres du Conseil de sécurité, le Président a fait au nom de celui-ci la déclaration dont le texte suit le 6 avril 1993, à la 3194e séance, à l'occasion de l'examen de la question intitulée : "La situation relative au Haut-Karabakh" :

"Le Conseil de sécurité exprime sa vive préoccupation face à la détérioration des relations entre la République d'Arménie et la République d'Azerbaïdjan et face à l'augmentation des actions hostiles dans le conflit du Haut-Karabakh, et notamment l'invasion du district de Kelbadjar de la République d'Azerbaïdjan par des forces arméniennes locales. Le Conseil exige l'arrêt immédiat de ces hostilités, qui mettent en danger la paix et la sécurité dans la région, et le retrait de ces forces.

Dans ce contexte, le Conseil de sécurité, réaffirmant la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les Etats de la région et l'inviolabilité de leurs frontières, exprime son soutien au processus de paix de la CSCE. Il exprime l'espoir que l'accord préliminaire auquel est récemment parvenu le Groupe de Minsk sera suivi à brève échéance d'accords sur un cessez-le-feu, sur le calendrier de déploiement d'observateurs et sur un projet de déclaration politique, ainsi que de l'ouverture aussi tôt que possible de la Conférence de Minsk.

Le Conseil de sécurité prie instamment les parties de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire progresser le processus de paix de la CSCE et de s'abstenir de tout acte qui compromettrait un règlement pacifique du problème.

Le Conseil demande également que le libre accès à la région, et en particulier à toutes les zones touchées par le conflit, soit assuré à l'action humanitaire internationale, afin que puissent être soulagées les souffrances des populations civiles.

Le Conseil de sécurité prie le Secrétaire général, en consultation avec la CSCE, d'établir les faits, en tant que de besoin, et de lui présenter d'urgence un rapport contenant une évaluation de la situation sur le terrain.

Le Conseil demeurera saisi de la question."
